LES GRAINS

LE DÉDOMMAGEMENT DES PERTES CAUSÉES AUX RÉCOLTES PAR LES RONGEURS, LES CERVIDÉS ET AUTRES ANIMAUX SAUVAGES

M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain): J'ai une question pour le ministre de l'Agriculture. Vu l'importante quantité de grain qui n'a pu être récoltée l'automne dernier dans l'Ouest à cause de la pluie et de la neige, et les pertes importantes enregistrées dans les quantités récupérées lors de la récolte du printemps dues aux mulots, aux chevreuils et autres animaux sauvages, quelles sont les mesures envisagées par le gouvernement aux termes de la loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies ou autrement, pour indemniser les agriculteurs de ces pertes sérieuses?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Tous les cantons où la moisson n'a pu être faite l'automne dernier, ou tout au moins beaucoup d'entre eux, ont été inspectés ce printemps, et les estimations ou les indemnités accordées en vertu de la PFAA, compte tenu de tous ces éléments, se fondent sur le rendement réel à l'acre. Cela se fait donc automatiquement aux termes de la loi. Ce sont les rendements réels de ces emblavures ce printemps qui servent aux calculs.

• (3.00 p.m.)

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

LES RESSOURCES EN EAU

MESURE PRÉVOYANT À LA GESTION, Y COMPRIS LA RECHERCHE, LA PLANIFICATION ET LA MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMMES

La Chambre reprend l'examen, interrompu le jeudi 21 mai, du bill C-144, pourvoyant à la gestion des ressources en eau du Canada, y compris la recherche, la planification et la mise en œuvre de programmes ayant trait à leur conservation, à leur mise en valeur et à leur utilisation, dont le comité permanent des ressources nationales et des travaux publics a fait rapport avec propositions d'amendement, aussi que des motions n° 7 (M. Comeau) et n° 14 (M. Harding).

M. William Knowles (Norfolk-Haldimand): Monsieur l'Orateur, ce qui m'amène à participer brièvement à ce débat c'est un article de fond paru dans le *Globe and Mail* de ce matin

et la déclaration qu'on y attribue au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Greene).

Avant d'aborder ce point, je voudrais signaler que, lors de l'examen détaillé du bill au comité des ressources nationales et des travaux publics, les membres de tous les partis de l'opposition ont cherché par tous les moyens à y faire inclure une disposition prévoyant l'établissement de normes nationales applicables à des étendues d'eau similaires. Chaque fois, les députés ministériels, membres du comité, s'y sont énergiquement opposés sous prétexte que la proposition était contraire aux désirs du ministre, à sa politique et à une de ses déclarations antérieures.

Les députés de South Western Nova (M. Comeau) et de Kootenay-Ouest (M. Harding) ont présenté des amendements qui sont essentiellement les mêmes. A cette étape-ci, nous tâchons de faire inscrire les amendements dans la loi, n'ayant pas réussi à le faire au comité. Pour appuyer notre initiative, permettez-moi de lire un extrait du *Globe and Mail* de ce matin qui prête au ministre les paroles suivantes:

Il faudra que le gouvernement fédéral soit bien représenté au sein de la direction pour assurer l'uniformisation des normes dans tout le Canada pour des étendues d'eau semblables.

C'est certes l'opinion que le comité a tâché de faire accepter par le gouvernement. Après les propos du ministre, il sera facile à tous les députés d'appuyer les deux motions à l'étude.

M. l'Orateur: La Chambre est-elle prête à se prononcer sur la motion n° 7?

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): J'ai quelques commentaires à faire au sujet des motions n° 7 et 14 dont la Chambre est saisie. Elles portent toutes deux sur la nécessité de normes nationales applicables à tous les cours d'eau du Canada. Il va sans dire que le parti conservateur et notre parti ont proposé ces amendements parce que le ministre, son ministère et le gouvernement n'ont pas jugé bon de présenter des normes nationales visant toutes les eaux canadiennes.

Je voudrais moi aussi dire que je suis déçu de ce que le gouvernement n'ait pas agi en ce sens, car nous ne réussissons pas dans notre lutte contre la pollution de l'eau à moins d'établir des normes nationales de quelque sorte pour toutes les eaux dont les orateurs précédents ont parlé. A mon sens, la loi sur les ressources en eau du Canada est la plus importante mesure dont nous ayons été saisis